

Dans le cadre du suivi de la sécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun à travers le FSMS (Food Security Monitoring System), le 2^{ème} tour de collecte a été réalisé du 08 au 18 décembre 2016 dans les 6 départements de cette région. Au total, 632 ménages ruraux ont été enquêtés dans les mêmes 40 sites sentinelles choisis au hasard lors du 1^{er} tour – mai 2016. Dans chaque site sentinelle, une douzaine de ménages ont été tirés de manière aléatoire et interviewés. Par ailleurs, 28 transporteurs ont été interrogés et 32 discussions de groupes ont été conduites avec les commerçants des marchés proches de ces sites sentinelles. Les données secondaires ont également été prises en compte dans les analyses.

POINTS SAILLANTS

- ☞ La prévalence de l'insécurité alimentaire est de 18% (779 856 personnes), dont 2% sous la forme sévère (86 651 personnes). Elle est quasi similaire à celle du 1^{er} tour - mai 2016 (16%) - réalisée également après les récoltes ;
- ☞ Un ménage sur quatre (25%) a une consommation alimentaire pauvre ou limite ;
- ☞ Les productions céréalières du cycle pluvial à la baisse, de l'ordre de 25% par rapport à la campagne antérieure ;
- ☞ Le pouvoir d'achat des éleveurs s'est détérioré à suite de la chute des prix du gros bétail suite à une offre abondante ;
- ☞ 29% des ménages de l'Extrême-Nord sont économiquement vulnérables car ils ont affecté plus de 65% (voire 75% pour 17% d'entre eux) de leurs dépenses aux aliments ;
- ☞ Pour manger, la moitié des ménages a entre autres stratégies, consommé des aliments moins préférés ou moins chers (51%) ; Une frange importante de ménages a même procédé à la vente des animaux femelles restants (9,7%) ou à la réduction des dépenses de santé et d'éducation (8%) ;
- ☞ Les ménages dirigés par des femmes (33%) ont tendance à être en insécurité alimentaire que ceux dirigés par les hommes (15%) ;
- ☞ L'insécurité alimentaire touche majoritairement les ménages qui tirent principalement leurs revenus des dons (83%) ou ceux dont les revenus sont très instables ;
- ☞ La zone du Logone et Chari est dans une situation d'alerte proche de l'urgence, à la faveur d'un taux de la malnutrition aigüe sévère (MAS) de 2% (SMART 2016).

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

1. poursuivre les distributions de vivres et les transferts monétaires aux populations en insécurité alimentaire sévère, notamment les personnes déplacées internes et la population locale vulnérable ;
2. Appuyer les petits producteurs agricoles à la commercialisation des produits alimentaires afin de relever leur procurer davantage de revenu ;
3. prévenir la malnutrition aigüe en mettant l'accent sur le changement de comportement social ;
4. Poursuivre les activités pour créer et réhabiliter les actifs productifs communautaires dans les zones les plus affectées.

CONTEXTE GENERAL

Dans la région de l'Extrême du Cameroun, les déficits de production sont récurrents et résultent principalement des caprices pluviométriques, des attaques des déprédateurs des cultures et ces dernières années, de l'insécurité due aux attaques de Boko Haram qui entraînent l'abandon des cultures en champ. Pendant la dernière campagne agricole 2015/2016, le déficit vivrier a été estimé à 50 088 tonnes par rapport aux besoins dans cette région (CFSAM 2016). Ce bilan correspond à une couverture vivrière de 11 mois sur 12 sur l'ensemble de la région, mais il existe des disparités entre les départements notamment dans le Logone et Chari qui présente la plus faible couverture vivrière, soit 5 mois sur 12.



La région de l'Extrême-Nord présente le taux de pauvreté le plus élevé au Cameroun (74,3%) et en nette augmentation de plus de 5 points par rapport à 2007 (ECAM 4). Cette situation semble s'aggraver au fil du temps et est inhérente à des causes structurelles (environnement particulièrement rude, éloignement par rapport à la partie sud du pays aggravant les difficultés d'approvisionnement en certains produits, etc.) auxquelles s'ajoutent les problèmes d'insécurité dus à Boko Haram qui ont certainement des conséquences négatives sur le niveau de vie des populations.

Selon la EFSA 2016, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 33% dans la région de l'Extrême-Nord, soit une relative amélioration par rapport à 35% de 2015. L'assistance humanitaire apportée aux populations de cette région depuis le début de la crise due à Boko Haram (BH) a sans doute contribué à maintenir ce niveau quasi similaire d'insécurité alimentaire. Toutefois, le faible niveau d'exécution des plans de réponse de l'ensemble des partenaires, pourrait n'avoir pas permis de renverser de manière consistante la situation qui reste toujours précaire. Environ 1 455 100 personnes sont en insécurité alimentaire dans cette région, dont 179 850 en insécurité alimentaire sévère. La cherté de la vie, l'insécurité et la baisse des prix des produits agricoles sont les principales difficultés relevées par les populations de l'Extrême-Nord entre mars et août 2016.

1. CAMPAGNE AGRICOLE EN COURS

Les récoltes sont globalement médiocres au cours de la campagne 2016 dans la région de l'Extrême-Nord comme d'ailleurs dans les régions septentrionales du Cameroun (Aide-mémoire CFSAM 2016). Sur la base d'opinions exprimées et des statistiques administratives disponibles, les productions céréalières du cycle pluvial sont à la baisse, de l'ordre de 25% par rapport à la campagne antérieure dans l'Extrême-Nord en 2016. Dans le département du Logone-et-Chari en particulier, le déficit de production céréalière semble en baisse, passant de 50 000 tonnes en 2015 à 30 000 tonnes en 2016. Les activités agricoles ont été marquées dans cette région par des pluies précoces et des poches de sécheresse qui ont entraîné des resemis. Un arrêt brusque et définitif des pluies survenu au mois de septembre a empêché aux semis tardifs (après la 3ème décade de juin) de boucler leur cycle végétatif.

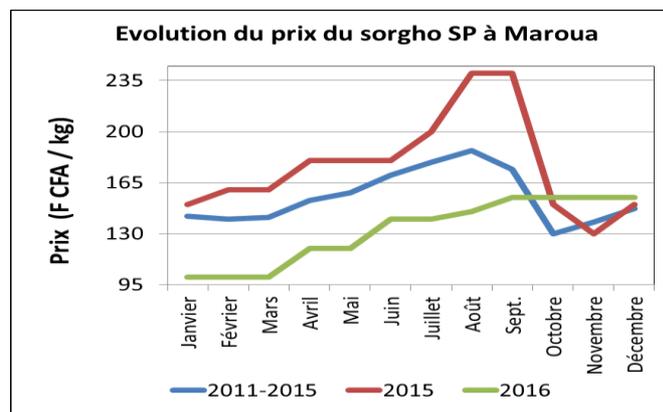
Tableau 1: Calendrier agricole à l'Extrême-Nord (EFSA, 2015)

Cultures	Jan		Fév		Mar		Avr		Mai		Juin		Juil		Août		Sept		Oct		Nov		Déc	
	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2	Q1	Q2
contre saison			Récolte																		Semis			
pluviales											Semis		Soudure				Récolte							

Par ailleurs, l'insécurité a limité la pratique des activités agropastorales, notamment chez les producteurs qui ont ainsi été retissant à fréquenter les champs. Cette insécurité aurait entraîné la réduction des superficies emblavées des céréales de l'ordre de 15 % par rapport à la situation d'avant la crise due à Boko Haram. En ce qui concerne les cultures de contre-saison, les perspectives sont bonnes dans la région de l'Extrême-Nord pour le maïs et le riz. Elles sont mitigées pour le mouskwari (sorgho de contre-saison) à cause du retard dans l'installation de la période de froid nécessaire pour le bon développement des graines et par conséquent, pour un bon rendement. Par ailleurs, les superficies du mouskwari sont à la baisse à cause de plusieurs facteurs dont l'insuffisance des semences (plants), la cherté de la main d'œuvre et l'arrêt prématuré des pluies au mois septembre qui n'a permis une bonne inondation des *yaérés*, et la cherté de la main d'œuvre.

2. MARCHÉ ET TERMES DE L'ÉCHANGE

Au moment de l'enquête qui précède les fêtes de fin d'année, les marchés de l'Extrême-Nord sont bien approvisionnés en produits agricoles. La fermeture des frontières entre le Nigéria et le Cameroun et la crise de la grippe aviaire survenue dans la partie méridionale du Cameroun pendant l'année 2016 ont en effet contribué à maintenir la réserve céréalière dans la région de l'Extrême-Nord. En outre, avec la réouverture des frontières entre le Cameroun et le Nigéria en mi-novembre 2016, des stocks de céréales venant du Nigéria ont commencé à entrer au Cameroun. Enfin, la dévaluation de la monnaie nigériane¹ (Naira) décourage les commerçants locaux à aller vendre leurs produits agropastoraux sur les marchés de ce pays voisin. De ce fait, les prix des principales denrées alimentaires locales sont restés relativement stables par rapport à l'année dernière mais les prix des céréales locales (le maïs et le sorgho sp), connaissent une hausse depuis le mois d'octobre 2016, en raison des perspectives peu reluisantes les productions céréalières de contre-saison. De même, les prix du gros bétail ont chuté presque de moitié du fait de l'entrée au Cameroun du bétail étranger (Soudan, Tchad...) qui vient s'ajouter à une offre régionale abondante. Il en résulte la réduction du pouvoir d'achat des éleveurs et la détérioration leur terme de l'échange vis-à-vis des céréales dont les prix sont restés relativement stables par rapport à l'année dernière. Le prix du kilogramme de bœuf a peu baissé et profite davantage aux bouchers qu'aux consommateurs.



3. SITUATION NUTRITIONNELLE

Les résultats préliminaires de la SMART 2016 montrent que dans la zone soudanienne (Adamaoua, Nord et 5 départements de l'Extrême Nord sur 6), la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est environ de 6-7%.

Avec 10,9% de MAG, la zone du Logone et Chari est dans une situation d'alerte proche de l'urgence puisque le taux de la malnutrition aiguë sévère (MAS) y est de 2%. Cette malnutrition latente menace le développement physique et cognitif des enfants à bas âge et leurs capacités d'apprentissage qui entraîneront à long terme, des conséquences socioéconomiques néfastes, pour la région de l'Extrême-Nord. Les enfants souffrant de malnutrition aiguë doivent être dépistés précocement et accéder à une prise en charge de qualité qui soit mieux intégrée dans le système de santé.

En ce qui concerne la mortalité infantile et générale, la situation est précaire dans la région de l'Extrême Nord. Le département du Logone et Chari présente en particulier, un taux de mortalité infantile élevé de 1,01 décès pour 10 000 enfants de moins de 5 ans par jour.

4. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Au cours des sept jours précédents l'enquête, trois ménages sur quatre (75%) ont une consommation alimentaire acceptable dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Pour la consommation familiale, ils puisent majoritairement dans leurs stocks céréalières issus des récoltes récentes. La frange de ménages dont la consommation alimentaire est pauvre semble très élevée dans les

¹ Environ 700 Naira pour 1000 F CFA

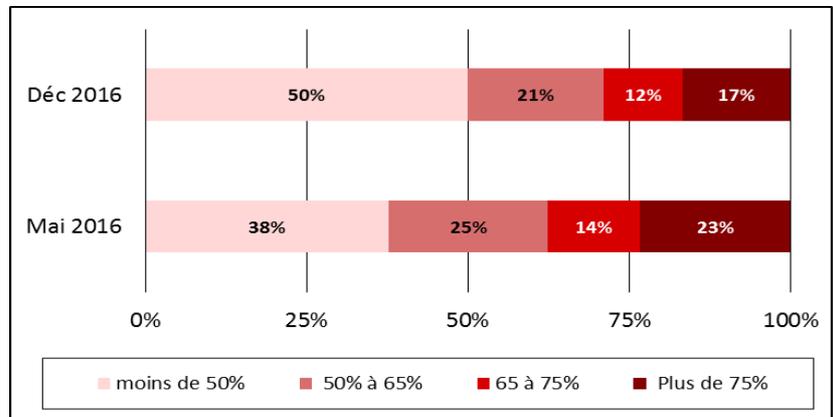
départements du Mayo Danay (23%) et du Logone et Chari (10%), par rapport à la moyenne régionale (7%). En moyenne, deux repas sont consommés dans le ménage par jour. Les céréales (mil, sorgho, maïs) sont consommés tous les jours de la semaine accompagnés de légumes verts qui sont quelquefois cuisinés parfois avec des légumineuses (niébé) et de l'huile. La consommation de viande ou de poisson est rare (1 à 2 jours sur 7) et s'apparente très souvent au saupoudrage des sauces. Les céréales, les légumineuses et les légumes verts consommés par les ménages proviennent essentiellement de leurs champs tandis que la viande, le poisson, l'huile, le sucre et les condiments sont principalement achetés sur le marché. Pour 12% de ménages, les céréales consommées proviennent du marché.

5. DEPENSES ALIMENTAIRES

Au 4^{ème} trimestre 2016, 29% des ménages de l'Extrême-nord apparaissent économiquement vulnérables car ils ont affecté plus de 65% (voire 75% pour 17% d'entre eux) de leurs dépenses aux aliments. De tels ménages sont particulièrement présents dans les départements du Logone et Chari (47%), du Diamaré (36%) et du Mayo Sava (35%).

Avec la hausse des prix des céréales locales (le maïs et le sorgho sp) observée au mois de novembre, la sécurité alimentaire des ménages à faible revenu qui dépensent de surcroît, une grande partie de leurs revenus sur la nourriture, est menacée car leur pouvoir d'achat est faible.

La situation semble toutefois meilleure à cette période de l'année puisqu'en décembre 2016, la moitié des ménages sont moins vulnérables économiquement (moins de 50% des dépenses destinées aux aliments) contre 38% en mai 2016.



6. STRATEGIES D'ADAPTATION BASEES SUR LES MOYENS D'EXISTENCE

Comme stratégie d'adaptation, la moitié des ménages a révisé au rabais ses pratiques alimentaires au moment de l'enquête. Pour ce faire, ils ont surtout consommé des aliments moins préférés ou moins chers (51%), réduit la quantité de nourriture lors des repas (27%), restreint le nombre de repas par jour (22%) ou diminué la consommation des adultes au profit des enfants (20%). Comme au précédent tour du FSMS, l'indice des stratégies de survie qui résulte de l'utilisation de ces stratégies alimentaires est relativement petit (5,2 contre 5,4 en juin 2016) et indique relativement moins de difficultés d'accès aux aliments pendant cette période de l'année. Dans les départements du Mayo Tsanaga (8,9), du Diamaré (6,4) et du Mayo Sava (5,5), les ménages ont davantage fait usage de ces stratégies.

Pour le tiers des ménages (32%) de l'Extrême-Nord, les difficultés d'accès aux aliments vont au-delà de la semaine précédant l'enquête. Au cours des 30 jours précédant l'enquête, ces derniers ont modifié leurs moyens de subsistance pour satisfaire leurs besoins alimentaires. La grande frange de tels ménages a eu recours à des stratégies d'urgence (14%), notamment à la vente des animaux femelles restants (9,7%) qui est de nature à anéantir irrémédiablement les chances d'agrandir le cheptel et appauvrir davantage le ménage. Dans le même ordre d'idées, des stratégies de crise telles que la réduction des dépenses de santé et d'éducation ont été utilisées par 8% de ménages (contre 12,4% au 1^{er} tour) et amenuise ainsi leur capacité future à produire. A priori moins sévère mais constituant un fardeau, l'emprunt d'argent a été expérimenté par 10% de ménages pendant la même période de référence.

7. PREVALENCE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Au 4^{ème} trimestre 2016, 18% de ménages sont en insécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord, donc quasi-identiquement qu'au 2^{ème} trimestre 2016 (16%). A ces deux périodes post-récoltes pluviales et de contre-saison, il est normal que les prévalences d'insécurité alimentaire soient relativement faibles dans cette région, comparées à celles obtenues à la période de soudure (environ 35% - EFSA sept 2015 et sept 2016). De plus, la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère reste à 2% pendant ces périodes post-récoltes contre 4% en période de soudure (EFSA, septembre 2016)

lorsque les greniers sont quasiment vides et les cultures en champs sont encore immatures. Aussi, l'insécurité alimentaire modérée touche environ 15% de ménages après les récoltes contre presque 30% pendant la période de faible disponibilité (EFSA, septembre 2016). Avec environ 40% de ménages en sécurité alimentaire au 4^{ème} trimestre 2016, la situation paraît relativement meilleure qu'au 2^{ème} trimestre 2016 (35%); ce qui est normal puisque la période de la présente enquête est consécutive aux récoltes principales (pluviales) de la campagne agricole en cours alors que celle du 2^{ème} trimestre 2016 suivait les récoltes de compléments des stocks existant (contre-saison).

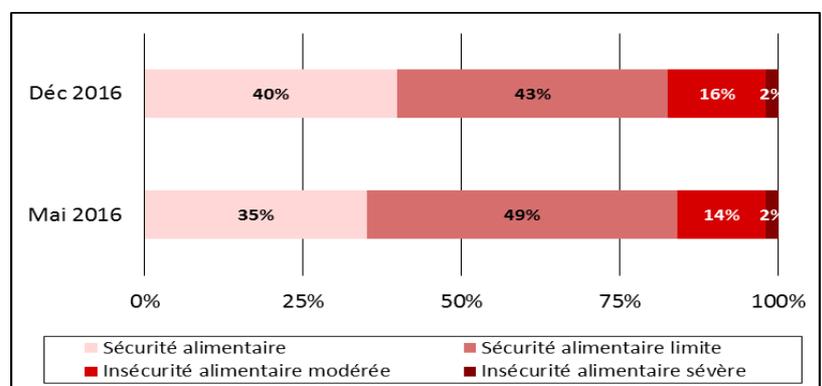


Tableau 2 : Indicateurs de la sécurité alimentaire (approche CARI)

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire légère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Groupes de consommation alimentaire	Acceptable 75%		Limite 17%	Pauvre 7%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	<50% 50%	50%-65% 21%	65%-75% 12%	>75% 17%
	Epuisement des actifs	Stratégies basées sur les moyens d'existence	Pas 68%	Stress 10%	Crise 8%	Urgence 14%
Indice de sécurité alimentaire (ISA)			40%	43%	16%	2%

Les ménages en insécurité alimentaire ont exclusivement une consommation alimentaire pauvre (23%) ou limite (77%). Tous sont économiquement vulnérables car leurs dépenses alimentaires représentent plus de 75% de leurs dépenses totales à telle enseigne qu'ils ont très largement recours à des stratégies d'urgence (92%) pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Les ménages en insécurité alimentaire modérée ont majoritairement une consommation alimentaire pauvre (45%) ou limite (52%). Près de 4 de ce type de ménages sur 10 n'ont usé d'aucune stratégie de moyens d'existence pendant la période de l'enquête tandis que le reste a essentiellement eu recours à des stratégies d'urgence (26%) ou de crise (20%). Au courant du 4^{ème} trimestre 2016, on estime à **779 856** personnes le nombre de personnes en insécurité alimentaire dans l'Extrême-Nord, dont **86 651** en insécurité alimentaire sévère.

8. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

Au 4^{ème} trimestre 2016, les départements du **Mayo Danay (32%)**, du **Diamaré (27%)**, du **Mayo Tsanaga (25%)** et du **Logone et Chari (11%)** semblent plus touchés par l'insécurité alimentaire que les 3 autres départements de la région de l'Extrême-Nord. **Les personnes retournées ou précédemment-déplacées (33%)** et **les personnes déplacées internes (25%)** sont particulièrement en insécurité alimentaire que les personnes qui résident en permanence dans les villages (16%). Tous les ménages ayant grandement souffert d'un déplacement au cours du trimestre d'enquête sont en insécurité alimentaire.

Le profil du chef de ménage prédispose à l'insécurité alimentaire : les **ménages dirigés par des femmes (33%)** ont tendance à être en insécurité alimentaire que ceux dirigés par les hommes (15%). Il en est de même de **ceux dirigés par des personnes dont les conjoints sont divorcés (44%)** ou **décédés (32%)** qui sont plus souvent en insécurité alimentaire que ceux dirigés par des personnes mariés (14%) ou célibataires (9%). **L'illettrisme du chef de ménage (24%)** présage très souvent de l'insécurité alimentaire du ménage que lorsqu'il est scolarisé (14% au pire).

Comme au 1^{er} tour du FSMS, les ménages qui **comptent essentiellement sur les dons de la famille ou des amis** pour consommer **des céréales (67%)** ou **des légumes verts (50%)** sont en insécurité alimentaire. De même, lorsque **la viande consommée est essentiellement achetée à crédit (50%)**, les ménages sont souvent en insécurité alimentaire. Dans les ménages en insécurité alimentaire, les repas sont peu fréquemment cuisinés avec de l'huile (1 jour sur 7).

Les ménages qui **tirent principalement leurs revenus des dons** sont majoritairement en insécurité alimentaire (83%). L'insécurité alimentaire touche également un peu plus de la moitié des ménages qui **tirent subsidiairement leurs revenus en vendant les ressources naturelles (bois, paille, etc...)**. Il en est de même de ceux **dont les revenus proviennent marginalement du travail journalier (59%)**. Les ménages dont **les revenus sont très instables** souffrent davantage d'insécurité alimentaire (29%) que ceux qui jouissent d'une relative stabilité de revenus (17% au pire). La **baisse saisonnière de revenu** plonge 1 ménage sur 5 dans l'insécurité alimentaire surtout dans un contexte de baisse d'accès au crédit auquel a été confrontée la moitié de tels ménages. C'est sans doute pour cette raison qu'un quart de ménages ayant principalement confrontés à la cherté de la vie dans un passé récent soient en insécurité alimentaire (26%), au même titre que ceux ayant expérimenté la maladie ou le décès dans la famille (23%).

L'insécurité alimentaire touche davantage les ménages qui **ne possèdent pas des animaux d'élevage (32%)** que ceux qui en possèdent (13%). Pareillement, l'insécurité alimentaire est prépondérante dans les ménages qui ne possèdent pas des équipements domestiques élémentaires tels que **la table (21%)** et **la chaise (21%)**; ou des outils de production basique en milieu rural comme **la houe (35%)** ou **la machette (26%)**.

9. CONCLUSION ET PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Au cours du 4^{ème} trimestre 2016, l'état de la sécurité alimentaire dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun semble traduire la situation en période post-récolte. La prévalence de l'insécurité alimentaire des populations de l'Extrême-Nord est en effet de 18%, soit quasiment la moitié des prévalences obtenues en période de soudure. La pauvreté chronique accroît leur vulnérabilité et limite en partie leur accès aux aliments. La récurrence et l'ampleur des chocs endurés suggèrent les recommandations suivantes :

1. Poursuivre les distributions de vivres et les transferts monétaires aux populations en insécurité alimentaire sévère, notamment les personnes déplacées internes et la population locale vulnérable qui éprouvent encore des difficultés d'accès aux aliments ;
2. Appuyer les petits producteurs agricoles à la commercialisation des produits alimentaires afin de relever leur procurer davantage de revenu ;
3. Poursuivre la mise en œuvre des activités d'assistance alimentaire contre actifs (canaux d'irrigation, étangs, diguettes...) dans les zones en haute insécurité alimentaire pour créer ou réhabiliter les actifs productifs communautaires.
4. Renforcer les programmes de prévention de la malnutrition aiguë en mettant l'accent sur le changement de comportement social en faveur des bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Jeanine ATANGA NKODO, Coordonnateur du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) ; jeanine_nkodo@yahoo.fr
Elvira PRUSCINI, Directeur-Adjoint PAM Cameroun ; elvira.pruscini@wfp.org